

- d) dans le cadre du Programme de coopération industrielle de l'ACDI, 247 000 dollars ont été alloués à la société Canadian Energy Development Systems International (CEDSI) pour qu'elle collabore avec le ministère jamaïquain des Mines et de l'Energie en vue de planifier la mise au point de petites stations hydro-électriques pour les communautés rurales. Ce projet contribuera également à la mise en place d'un programme d'auto-suffisance et de développement énergétique pour la production agricole et le développement rural en Jamaïque.

Cette aide économique additionnelle d'au moins trois millions de dollars doit aider la Jamaïque à acheter des denrées alimentaires et d'autres articles de première nécessité. Mark MacGuigan a noté que le Canada songera également à fournir un soutien bilatéral d'urgence à la balance des paiements de la Jamaïque lorsque les discussions entre le gouvernement de la Jamaïque et le FMI auront été menées à terme.

Cette aide bilatérale additionnelle prendra la forme d'un prêt concessionnel de l'ACDI pour l'importation d'articles essentiels dans les trois ou six prochains mois. Le niveau précis de cette aide, les modalités du prêt et le type de denrées et/ou de produits à fournir font actuellement l'objet de discussions entre les représentants de l'ACDI, les représentants du Haut-Commissariat du Canada à Kingston et le gouvernement de la Jamaïque.

La Jamaïque est un pays de concentration de l'aide bilatérale canadienne au développement. Notre programme actuel à ce titre comprend deux projets approuvés qui en sont à des stades différents de mise en chantier. Ces projets englobent une ligne de crédit de développement de dix millions de dollars, dont près de cinq millions seront décaissés en 1980-1981, une ligne de crédit commercial de quatre millions de dollars, dont 800 000 seront versés en 1980-1981, ainsi que divers projets moins importants d'aide technique et financière. En outre, le Canada a fourni depuis 1976 un important soutien de balance des paiements sous la forme de prêts en espèces représentant vingt-cinq millions de dollars, ainsi que des prêts et subventions d'une valeur globale de vingt millions de dollars pour l'achat de denrées alimentaires.